



RÈGLEMENT DE L'OPÉRATION POUR LA NOUVELLE-CALÉDONIE

ÉDITION 2024 - 2025

1. Déroulement

1.1. Information des établissements et des enseignants concernés

La référente académique Mémoire et Citoyenneté informe l'ensemble des équipes éducatives du second degré de l'existence de l'opération, de ses objectifs, de son organisation et des modalités de participation des classes.

1.2. Participation à l'opération

Pour cette nouvelle édition, il est prévu la participation **d'une classe de 6^e par circonscription électorale** sur la base de la carte des circonscriptions actuelle.

1.2.1. Déclaration de candidature

Toutes les classes de 6^e des collèges privés et publics sous contrat et les 6^e SEGPA peuvent se porter candidates.

A l'occasion de cette 28^e édition, il est proposé aux classes d'élaborer une proposition de loi sur la protection des océans, ce thème commun étant décliné comme suit :

- pour les élèves de 6^e, « *La protection de la biodiversité marine* ».

L'enseignant qui souhaite participer à l'opération est invité à envoyer sa candidature (s/c du chef d'établissement pour les 6^e) à la référente académique Mémoire et Citoyenneté, histoire-geographie@ac-noumea.nc, **pour le vendredi 14 mars 2025, dernier délai**. Il explique, en une trentaine de lignes maximum, les raisons pour lesquelles il souhaite participer à l'opération en précisant :

- son adresse électronique ;
- les coordonnées complètes de l'établissement ;
- le nom du député et le numéro de la circonscription électorale concernés.

Un outil permettant de déterminer la ou les circonscriptions dans lesquelles se situe une commune ou un canton est accessible à l'adresse :

<https://www2.assemblee-nationale.fr/recherche-localisee/carte/FRANCE>



1.2.2. Sélection des participants

La référente académique Mémoire et Citoyenneté choisit pour chaque circonscription électorale une classe par niveau, après consultation du député et à l'écoute de ses suggestions. Elle veille, dans son choix, et dans la mesure du possible, à ce que les mêmes établissements ne soient pas sélectionnés plusieurs années consécutives. **Il revient à la référente académique Mémoire et Citoyenneté la responsabilité de mobiliser au moins une classe par niveau pour représenter chacune des circonscriptions de son département.**

Chaque classe doit être informée le plus rapidement possible de sa sélection ou non-sélection par la référente académique Mémoire et Citoyenneté.

1.2.3. Envoi de la liste des classes participantes aux instances nationales

Pour la Nouvelle-Calédonie, la liste des établissements retenus est **à renseigner sur le formulaire en ligne** prévu à cet effet, à l'adresse www.parlementdesenfants.fr **pour le vendredi 14 mars 2025 dernier délai**, à l'aide des codes d'accès transmis préalablement par les services de la Direction générale de l'enseignement scolaire.

Un tutoriel d'utilisation du formulaire en ligne est communiqué lors de la remise des codes d'accès.

1.3. Élaboration des propositions de loi par les élèves

1.3.1. Documentation pédagogique

Afin d'aider l'enseignant dans la préparation et l'animation des travaux dans sa classe, l'Assemblée nationale met à disposition sur le site de l'opération www.parlementdesenfants.fr le téléchargement de brochures et de documents de présentation de l'Assemblée et du déroulement du Parlement des enfants (kit pédagogique de 8 affiches, dépliant « Connaissez-vous l'Assemblée nationale », bande dessinée « À la découverte de l'Assemblée nationale », calendrier de l'opération). Ces documents sont également disponibles sur <https://eduscol.education.fr/parlementdesenfants>.

L'enseignant qui le souhaite peut demander à les recevoir par voie postale :

- en complétant le formulaire en ligne disponible à l'adresse : www.parlementdesenfants.fr/colis-pedagogique
- en adressant un message à l'adresse parlement-enfants@assemblee-nationale.fr. A cette fin, il doit préciser le nombre d'élèves composant sa classe et l'adresse complète de l'établissement.

Les demandes formulées après le vendredi 10 janvier 2025 ne seront pas prises en compte.



1.3.2. Approfondissement possible

Le travail pédagogique peut être utilement complété par une rencontre des classes avec le député de la circonscription.

À l'aide des codes d'accès transmis dès mi-janvier 2025 par les services de l'Assemblée nationale, l'enseignant peut poster des contributions en lien avec son travail préparatoire sur le thème commun aux deux niveaux. **La contribution est une trace écrite rédigée par la classe sur la réflexion menée sur le thème en cours. Elle peut tenir lieu de journal de bord, mais n'est en aucun cas la rédaction de la proposition de loi.**

1.3.3. Envoi des travaux

Sous-couvert du chef d'établissement, l'enseignant doit adresser la proposition de loi à la référente académique Mémoire et Citoyenneté, histoire-geographie@ac-noumea.nc, avant le lundi 31 mars 2025, dernier délai. Aucun de ces travaux ne sera restitué.

La référente académique Mémoire et Citoyenneté est chargée de l'organisation du jury académique.

Les propositions de loi ne doivent pas être envoyées à l'Assemblée nationale par voie postale ni par le biais de la messagerie de l'opération. De même, les propositions ne doivent pas être transmises par le député dont relèvent les classes, sous peine d'être déclarées irrecevables.

1.4. Sélection académique

1.4.1. Les jurys académiques

Les jurys académiques sont composés de membres désignés par le recteur d'académie. En Nouvelle-Calédonie, le jury académique se réunira **le jeudi 3 avril 2025 afin de sélectionner une seule proposition de loi en 6^e.**

Une proposition de loi de CM2 et une de 6^e sont sélectionnées par l'AEFE parmi les propositions des écoles françaises établies à l'étranger.

1.4.2. Critères de sélection

Les jurys académiques seront attentifs à ce que le texte de la proposition de loi sélectionnée respecte les critères suivants.

Sur la forme :

La proposition est **rédigée au présent de l'indicatif**, sur un format A4 (21 x 29,7 cm) et sans insertion de visuels.

Elle comporte :

- **un titre « Proposition de loi visant à ... »** avec mention ci-dessous du nom de l'établissement et de la classe ayant participé à la rédaction de la proposition ;
- un exposé des motifs d'une page expliquant l'intérêt des dispositions proposées ;
- **quatre articles au maximum également rédigés en une page**



Sur le fond :

La proposition doit :

- être conforme au thème fixé pour cette édition et pour la classe concernée (paragraphe 1.2.1) et rendre compte de la réflexion de futurs citoyens sur les problèmes de société ;
- correspondre à une **production réelle des élèves**, respectant leur raisonnement et leur expression ;
- aborder une problématique commune à tout le territoire national ;
- se traduire dans les faits par une action réelle ou une mesure normative générale relevant bien du domaine de la loi et non du domaine réglementaire. Ainsi, elle doit pouvoir être retranscrite en l'état et être applicable concrètement.

1.4.3. Envoi de la sélection académique aux instances nationales

Les propositions de loi retenues sont transmises par mail par la référente académique « mémoire et citoyenneté » à la fois à la Direction générale de l'enseignement scolaire à parlementdesenfants.dgesco@education.gouv.fr et à l'Assemblée nationale à parlement-enfants@assemblee-nationale.fr, **le vendredi 4 avril 2025, dernier délai**.

Parallèlement, dès la tenue du jury académique, chaque classe doit être informée de sa sélection ou non-sélection par la référente académique Mémoire et Citoyenneté.

1.5. Sélection nationale

La sélection nationale se déroule en deux temps : un jury opère une première sélection puis l'ensemble des classes participantes est appelé à s'exprimer par un vote électronique pour faire son choix parmi les propositions de loi finalistes retenues par le jury national.

1.5.1. Sélection du jury national

Le jury, composé de députés et de membres désignés par le ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse, se réunit **le lundi 28 avril ou le mardi 29 avril 2025** pour sélectionner les classes finalistes, dont le nombre sera fixé ultérieurement par les instances de l'Assemblée nationale. Au moins une classe de CM2 et une classe de 6^e sont sélectionnées parmi les classes d'outre-mer.

Chaque classe est informée par l'Assemblée nationale, de sa sélection ou non-sélection en tant que classe finaliste.

Dès communication de la sélection du jury national, les référents académiques « mémoire et citoyenneté », l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) sont invités à sensibiliser les classes à la phase finale du vote électronique.



1.5.2. Réalisation d'une vidéo par chacune des dix-huit classes sélectionnées

À l'issue de la réunion du jury national, l'Assemblée nationale demande aux classes finalistes de réaliser une vidéo afin de présenter leur proposition de loi et de la défendre. Elle leur adresse dans le même temps un formulaire d'autorisation individuelle de droit à l'image à compléter.

La vidéo ainsi que le formulaire sont à envoyer à l'Assemblée nationale à l'adresse parlement-enfants@assemblee-nationale.fr, **pour vendredi 16 mai 2025 dernier délai**.

La durée de la vidéo est fixée à 1 minute 30 maximum. Celle-ci doit être au format H.264 ou MPEG-4. **La taille du fichier ne doit pas excéder 150 Mo, sous peine de ne pouvoir être mise en ligne.** Un appareil photo numérique, un téléphone portable ou une tablette peuvent être utilisés. Le fond doit être net permettant de bien distinguer les intervenants (pas d'images floutées, ni de zooms incontrôlés). Une qualité sonore optimale est attendue : les voix trop fortes ou trop faibles sont à éviter ainsi que les bruits parasites.

Il est laissé à l'appréciation de la classe le scénario de la vidéo : clip informatif, bande-annonce, reportage... Il doit néanmoins s'inscrire dans la dimension institutionnelle que constitue la présentation d'une proposition de loi.

1.5.3. Vote des classes participantes

Les vidéos associées aux propositions de loi écrites retenues par le jury national sont mises en ligne sur le site www.parlementdesenfants.fr.

Dès le mardi 20 mai 2025, toutes les classes participantes à l'opération sont invitées à débattre et à voter pour la proposition de loi qui leur semble être la meilleure pour la catégorie des CM2 et celle des 6^e.

À l'aide des codes d'accès transmis dès la mi-décembre 2024 par les services de l'Assemblée nationale, l'enseignant est fortement encouragé à exprimer le choix final de sa classe par un **vote électronique** sur les propositions de loi finalistes. Ainsi, un enseignant de 6^e doit faire un choix parmi les propositions de loi finalistes de son niveau. **Ce vote doit être enregistré au plus tard le mercredi 28 mai 2025 à 16 heures.**

1.6. Réception des classes finalistes

Les classes finalistes qui auront été sélectionnées par le jury national seront invitées à la cérémonie de remise des prix à Paris **le mardi 3 juin 2025**. L'organisation logistique du déplacement de ces classes est assurée par les services de l'Assemblée nationale en coordination avec chacun des établissements. La prise en charge par l'Assemblée nationale des frais d'hébergement et de transport est plafonnée. Le cas échéant, des partenariats avec les collectivités devront être recherchés pour compléter le budget.

1.7. Propositions de loi et classes lauréates

Les résultats du vote électronique sont annoncés le jour de l'accueil des classes finalistes à l'Assemblée nationale. Deux classes seront déclarées lauréates de cette 28^e session du Parlement des enfants : celle de CM2 et celle de 6^e qui auront recueilli le plus grand nombre de suffrages.



2. Situations particulières

2.1. Participation des établissements des Outre-mer

Les recteurs et vice-recteurs concernés sont chargés de la mise en œuvre de l'opération. Le calendrier ainsi que les modalités de remontée des informations aux instances nationales sont les mêmes que pour les établissements de la métropole. Si aucun jury académique ne peut se tenir, les propositions des territoires concernées sont directement adressées au jury national qui opérera la première sélection.

Des ajustements peuvent être apportés au calendrier du concours, en fonction du calendrier scolaire de certains territoires, à la condition que les travaux des classes soient envoyés aux instances organisatrices à la date limite indiquée dans le présent règlement ».

2.2. Participation des établissements français à l'étranger

Les modalités de participation à cette opération des établissements français situés dans les circonscriptions législatives des français de l'étranger sont précisées par l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) aux équipes éducatives concernées au regard des conditions spécifiques définies par le présent règlement.

Dates clés de l'opération pour la Nouvelle-Calédonie

14 mars 2025 : Date limite d'envoi des candidatures des classes à la référente académique Mémoire et Citoyenneté : histoire-geographie@ac-noumea.nc

14 mars 2025 : Date limite d'inscription des classes retenues sur le formulaire en ligne

31 mars 2025 : Date limite d'envoi des PPL par les classes à la référente académique Mémoire et Citoyenneté : histoire-geographie@ac-noumea.nc

3 avril 2025 : Tenue du jury académique

4 avril 2025 : Date limite d'envoi des PPL académiques aux instances organisatrices :

parlement-enfants@assemblee-nationale.fr & parlementdesenfants.dgesco@education.gouv.fr

28 ou 29 avril 2025 : Tenue du jury national

16 mai 2025 : Date limite d'envoi des vidéos des classes finalistes

Du 20 mai au 28 mai 2025 : Vote des classes sur le site www.parlementdesenfants.fr

3 juin 2025 : Réception des classes finalistes à l'Assemblée nationale